

## Séance publique du lundi 1 octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1 octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOLI, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

### Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETTOUT.

## Régime indemnitaire- animateurs permanents

Serge FLEURENCE rapporte :

La Ville de Montpellier a intégré au 1<sup>er</sup> janvier 2011 l'activité et les personnels de la Régie des Maisons Pour Tous ; parmi les personnels qui ont été intégrés figurent les animateurs permanents qui participent aux animations et manifestations de leurs structures d'affectation.

Ces animations et manifestations ont une fréquence variable et sont susceptibles d'intervenir en soirée de façon régulière.

Aussi il est proposé de tenir compte de cette spécificité et d'indemniser la contrainte de variabilité des emplois du temps et de travail récurrent en soirée (événements de moins de trois heures et « soirées » en dehors de l'amplitude horaire d'ouverture des Maisons Pour Tous) à laquelle l'ensemble des animateurs permanents (ceux qui ont été intégrés et ceux qui ont depuis l'intégration été recrutés par la Ville) sont susceptibles d'être soumis par un montant forfaitaire de :

80 euros brut par mois

Ce montant sera perçu tous les mois par tous les animateurs permanents, quelle que soit la réalité de la contrainte, et donc sans prise en compte de l'effectivité de la réalisation ou de la non réalisation de travail en soirée.

Les animateurs permanents bénéficieront donc d'un régime indemnitaire spécifique correspondant à celui afférent à leur grade valorisé de ce montant.

Toutefois, afin d'introduire également une dimension d'équité entre les animateurs permanents qui de fait ne sont pas tous soumis à la même contrainte en fonction de leur affectation, pourra s'ajouter à ce montant forfaitaire une tranche complémentaire cette fois déclenchée par la réalisation effective d'au moins trois « soirées » (et/ou événements le samedi) un mois donné.

Il est précisé que dans ce cadre une « soirée » est un événement de plus de trois heures, sans borne horaire de début et de fin pour la définir.

Le montant de cette tranche complémentaire sera de :

50 euros bruts chaque mois où sera remplie la condition de réalisation effective d'au moins trois soirées (et/ou événements le samedi) dans le mois.

Si de façon exceptionnelle, en raison de la saisonnalité notamment, un mois donné le nombre de soirées dépasse trois, les soirées au-delà de trois pourront être reportées et prises en compte dans le décompte du mois suivant.

Au regard de la mise en œuvre différée de ce régime indemnitaire spécifique par rapport à la date d'intégration des Maisons Pour Tous dans les services municipaux le 1<sup>er</sup> janvier 2011, il est proposé d'attribuer une compensation financière au titre de la période écoulée, tenant compte de la non-indemnisation entre cette date (ou celle de leur recrutement par la Ville) et le 1<sup>er</sup> octobre 2012 des contraintes spécifiques d'organisation du travail des animateurs permanents.

Le montant de cette compensation financière s'élèvera à 50 euros bruts par agent et par mois travaillé depuis la date d'intégration ou la date de leur recrutement par la Ville, soit un montant total maximum de 1050 euros bruts.

Ce complément, ainsi que la compensation financière, seront applicables dans le cadre de l'Indemnité d'Administration et de Technicité (décret n°2002-61 du 14 janvier 2002) aux agents titulaires et non-titulaires exerçant les fonctions d'animateur permanent, relevant des cadres d'emplois d'adjoint d'animation territorial et d'animateur territorial.

Il est proposé en conséquence au Conseil Municipal :

- D'adopter les dispositions susvisées ;
- De prévoir les dépenses correspondantes au budget du personnel.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 2 octobre 2012**